



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction générale des Finances publiques.
SERVICE DE LA SÉCURITÉ JURIDIQUE ET DU
CONTRÔLE FISCAL
Bureau SJCF-3A - Agréments et animation des
rescrits
86-92 allée de Bercy – Télédocus 957
75574 PARIS cedex 12
bureau.sjcf3a@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Grégory CATOIR
Téléphone : 01 53 18 03 95
gregory?catoirdgfip.finances.gouv.fr
Références : 2019/12688/33

CAPITAL INVESTISSEMENTS OUTREMER (CAPIOM)
Immeuble EXODOM
7 Zone de Manhity
97 232 LE LAMENTIN
À l'attention de Madame Corine BOMBARD

Paris, le **04 NOV. 2020**

Madame,

Par une demande reçue le 5 juillet 2019, complétée les 20 décembre 2019, 12 février 2020, 3 juin 2020, 4 août 2020, 11 et 18 septembre 2020, 3 et 4 novembre 2020, vous avez sollicité le bénéfice des dispositions prévues à l'article 199 *undecies* B du code général des impôts (CGI) pour le compte des associés personnes physiques de la société par actions simplifiée (SAS) S18B INDUSTRIES (siren n°844 196 857) au titre d'un programme d'investissement consistant en la construction d'une plateforme logistique destinée à être exploitée par la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE (anciennement dénommée SAS IMPORT EXPORT SERVICES), dans le cadre de son activité d'affrètement et d'organisation des transports, sur la commune de Dumbéa, en Nouvelle-Calédonie.

En application des dispositions du 2 du II de l'article 199 *undecies* B précité du CGI, cette demande est subordonnée à l'obtention d'un agrément du Ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l'article 217 *undecies* du même code, toutes autres conditions légales d'application du dispositif devant être par ailleurs remplies.

Selon les informations transmises, le prix de revient total hors taxes du programme d'investissement s'élèverait à 7 526 265 €, hors commissions de montage et frais de portage.

L'achèvement des fondations de la plateforme logistique a été constaté par acte extrajudiciaire de Maître Olivier Lesson, Huissier de Justice à Nouméa, en date du 12 mai 2020 ; par ailleurs, d'après le calendrier prévisionnel fourni, la livraison et la mise en service de la plateforme logistique auront lieu respectivement en mars et avril 2021.

Compte tenu des renseignements dont je dispose et après l'avis favorable de la Ministre des outre-mer du 3 décembre 2019, le programme d'investissement est susceptible de bénéficier de l'aide fiscale sollicitée, dans la limite globale en base éligible de 7 454 322 €.

Vous trouverez ci-joint la décision d'agrément correspondante numérotée n°2019/12688/33 (comportant 7 pages).

Cet agrément ouvre droit, pour les associés personnes physiques de la SAS S18B INDUSTRIES, à la réduction d'impôt prévue à l'article 199 *undecies B* du CGI, au titre de l'année 2020, en proportion de leurs droits respectifs aux résultats de la société, dans la limite en base susvisée de 7 454 322 €.

Le maintien de l'agrément est notamment subordonné au respect des obligations et engagements visés aux articles 7 à 11 de la décision d'agrément, ainsi qu'à la transmission de l'ensemble des éléments énumérés aux articles 11 et 12 de cette même décision dans le délai fixé à ces articles. La procédure de retrait d'agrément visée à l'article 1649 *nonies A* du CGI sera mise en œuvre notamment en cas de non-respect de ces conditions et obligations.

L'agrément n'emporte pas approbation de la régularité juridique de l'opération en cause, ni de ses conditions juridiques, comptables et financières, pas plus qu'elle ne saurait engager l'administration sur ses conséquences fiscales et non fiscales autres que celles expressément visées par la présente décision.

Il appartient aux bénéficiaires de la décision d'agrément de s'assurer du respect des modalités juridiques, comptables et fiscales de droit commun mises en œuvre au titre de cette opération.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Ministre
et par délégation
Le Chef de bureau



Éric VANEL



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

N° 2019/12688/33

DÉCISION D'AGRÈMENT

-:-

Réduction d'impôt sur le revenu au titre des investissements réalisés outre-mer par les entreprises

Le Ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, en charge des Comptes publics ;

Vu les articles 199 *undecies* B, 199 *undecies* D, 199 *undecies* E, 200-0 A, 217 *undecies*, 242 *sexies*, 1649 *nonies*, 1649 *nonies* A, 1740 et 1743 du code général des impôts et les articles 95 K à 95 V de l'annexe II au même code ;

Vu la demande d'agrément reçue le 5 juillet 2019, déposée par Madame Corine BOMBARD représentant la société CAPITAL INVESTISSEMENTS OUTREMER ;

Vu les compléments apportés les 20 décembre 2019, 12 février 2020, 3 juin 2020, 4 août 2020, 11 et 18 septembre 2020, 3 et 4 novembre 2020, par Madame Corine BOMBARD représentant la société CAPITAL INVESTISSEMENTS OUTREMER ;

Vu l'avis favorable de la Ministre des outre-mer du 3 décembre 2019 ;

Décide :

Art. 1^{er}.- L'agrément prévu au 2 du II de l'article 199 *undecies* B du code général des impôts est accordé à la société par actions simplifiée (SAS) S18B INDUSTRIES (siren n°844 196 857) dont le siège social est situé 10 rue des Arts et Métiers - Immeuble Pinsonnelle - Zone Franche Dillon 97200 - Fort-de-France, au titre d'un programme d'investissement consistant en la construction d'une plateforme logistique d'une surface hors d'oeuvre nette (SHON) de 5 020 m², destinée à être exploitée par la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE (anciennement dénommée SAS IMPORT EXPORT SERVICES), dont le siège social se situe 32 rue James Cook - BP 10456 - 98805 - Nouméa, dans le cadre de son activité d'affrètement et d'organisation des transports, sur la commune de Dumbéa, en Nouvelle-Calédonie.

Le terrain d'assiette du programme d'investissement prévu au premier alinéa, d'une superficie totale approximative de quatre-vingt-onze ares et vingt-et-un centiares est constitué de neuf parcelles dont les références cadastrales (numéro d'inventaire cadastral, numéro de lot, section) et la surface figurent dans le tableau ci-après :

Numéro d'inventaire cadastral	Numéro de lot	Section	Surface
445223-3870	25	Section ZAC PANDA	07a 20ca
445223-3890	26	Section ZAC PANDA	06a 70ca
445223-4708	27	Section ZAC PANDA	06a 62ca
445223-4727	28a	Section ZAC PANDA	06a 77ca
445223-4736	29a	Section ZAC PANDA	07a 27ca
445223-3893	30	Section ZAC PANDA	08a 13ca
445223-4811	31	Section ZAC PANDA	07a 69ca
445223-4840	32a	Section ZAC PANDA	09a 01ca
445223-4778	169a	Section ZAC PANDA	31a 82ca
Total			91a 21ca

Le permis de construire relatif au programme d'investissement visé au premier alinéa, répertorié sous la référence PC 98805 2019 0038 a été accordé à la SAS IMPORT EXPORT SERVICES dorénavant dénommée SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE, par l'arrêté municipal n° 9/145/DBA en date du 10 mai 2019 et a été modifié et transféré au profit de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) LOGISTIQUE PANDA, société sœur de la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE dont le siège social se situe également 32 rue James Cook - BP 10456 - 98805 - Nouméa, par l'arrêté municipal n°20/036/DBA en date du 28 janvier 2020.

L'achèvement des fondations de la plateforme logistique visée au premier alinéa a été attesté par un procès-verbal de constat établi par acte extrajudiciaire de Maître Olivier Lesson, Huissier de Justice à Nouméa en date du 12 mai 2020. La livraison et la mise en service de la plateforme logistique auront lieu respectivement en mars et avril 2021.

Les apports et souscriptions à l'augmentation de capital de la SAS S18B INDUSTRIES interviendront en 2020, au plus tard le 31 décembre.

Art. 2.- Suivant les indications transmises, le coût de revient total hors taxes du programme d'investissement prévu au premier alinéa de l'article 1^{er} s'élèverait à 7 526 265 €, hors frais de montage, de commercialisation et de gestion d'un montant de 383 599 €.

Art. 3. - La SAS S18B INDUSTRIES financera le programme d'investissement prévu au premier alinéa de l'article 1^{er} par des apports effectués par les investisseurs personnes physiques d'un montant de 2 768 982 €, dont 383 599 € affectés aux frais de montage, de commercialisation et de gestion, par un crédit-vendeur d'un montant de 5 082 222 € consenti par l'EURL LOGISTIQUE PANDA sur une durée de 192 mois à un taux d'intérêt de 1,4 % conformément à l'article 5 du contrat de crédit-vendeur conclu entre les deux sociétés, et par le versement par la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE d'un dépôt de garantie d'un montant de 58 660 €, conformément au bail commercial visé au deuxième alinéa de l'article 4 signé avec la SAS S18B INDUSTRIES et à la convention de gage-espèces conclue entre la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE et la SAS S18B INDUSTRIES.

L'EURL LOGISTIQUE PANDA financera le crédit-vendeur mentionné au premier alinéa par un prêt intra-groupe de long terme octroyé par sa société mère, la SAS SIFA HOLDING (siren n°542 021 662) dont le siège social est situé 23 avenue du Québec -91942 Les Ulis, laquelle a obtenu les concours bancaires des établissements bancaires BNP PARIBAS et

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, chacun à concurrence de 3 250 000 €, soit un total de 6 500 000 €, sur une durée respective de 144 et 138 mois.

Art. 4. - La SAS S18B INDUSTRIES acquerra la plateforme logistique visée au premier alinéa de l'article 1^{er} et le terrain d'assiette visée au deuxième alinéa de l'article 1^{er}, (ci-après, « l'investissement aidé »), dans le cadre d'un acte notarié, sous forme d'une vente en l'état de futur achèvement, après l'achèvement des fondations de la plateforme logistique et au plus tard le 31 décembre 2020, auprès de l'EURL LOGISTIQUE PANDA, qui en assure la construction.

La SAS S18B INDUSTRIES donnera l'investissement aidé en location à la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE dans le cadre d'un contrat de bail commercial d'une durée de seize années entières et consécutives qui commenceront à courir au jour de sa livraison, un procès-verbal de livraison faisant foi, et de sa mise en exploitation.

Par une convention de délégation de loyers, la SAS S18B INDUSTRIES, conformément aux dispositions de l'article 1336 (anciennement 1275) du code civil, déléguera la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE, en exécution de son engagement auprès de l'EURL LOGISTIQUE PANDA au titre du remboursement du crédit-vendeur visé à l'article 3, le montant des 192 loyers mensuels dus au titre du bail commercial mentionné au deuxième alinéa.

La SAS S18B INDUSTRIES bénéficiera d'une promesse unilatérale d'achat de l'investissement aidé consentie par la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE, moyennant le règlement du prix d'achat de 58 660 € payable comptant à la signature de l'acte de cession, déductible du montant du dépôt de garantie versé, conformément à la convention de gage-espèces visée à l'article 3, lors de la signature du contrat de bail commercial mentionné au deuxième alinéa. Cette promesse unilatérale d'achat sera exerçable à l'expiration d'une période de seize années décomptée à partir de la date de mise en service de l'investissement aidé, dans un délai maximum de six mois, soit au plus tard le dernier jour ouvré du sixième mois suivant le seizième anniversaire de la date de mise en service de l'investissement aidé.

La SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE bénéficiera d'une promesse unilatérale de vente de l'investissement aidé consentie par la SAS S18B INDUSTRIES, moyennant le règlement du prix de vente de 58 660 € payable comptant à la signature de l'acte de cession, déductible du montant du dépôt de garantie versé, conformément à la convention de gage-espèces visée à l'article 3, lors de la signature du contrat de bail commercial mentionné au deuxième alinéa. Cette promesse unilatérale de vente sera exerçable à compter du premier jour ouvré du septième mois suivant l'expiration d'une période de seize années décomptée à partir de la date de mise en service de l'investissement aidé, dans un délai maximum de six mois, soit au plus tard le dernier jour ouvré du douzième mois suivant le seizième anniversaire de la date de mise en service de l'investissement aidé.

Les associés de la SAS S18B INDUSTRIES bénéficieront, de la part de la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE, d'une promesse unilatérale d'achat de la totalité de leurs actions détenues dans la SAS S18B INDUSTRIES, moyennant le prix de 58 660 € pour l'ensemble des actions, payable comptant au jour de la cession et déductible du montant du dépôt de garantie versé, conformément à la convention de gage-espèces visée à l'article 3, lors de la signature du contrat de bail commercial mentionné au deuxième alinéa ; cette promesse unilatérale d'achat sera exerçable au plus tôt le premier jour ouvré suivant le cinquième anniversaire de la date de mise en service de l'investissement aidé, et au plus tard le dernier jour ouvré du sixième mois suivant le cinquième anniversaire de la date de mise en service de l'investissement aidé.

La SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE bénéficiera, de la part des associés de la SAS S18B INDUSTRIES, d'une promesse unilatérale de vente de la totalité de leurs actions détenues dans la SAS S18B INDUSTRIES, moyennant le prix de 58 660 € pour l'ensemble des actions, payable comptant au jour de la cession et déductible du montant du dépôt de garantie versé, conformément à la convention de gage-espèces visée à l'article 3, lors de la signature du contrat de bail commercial mentionné au deuxième alinéa ; cette promesse unilatérale de vente sera exerçable au plus tôt le premier jour ouvré du septième mois suivant le cinquième anniversaire de la date de mise en service de l'investissement aidé, et au plus tard le dernier jour ouvré du douzième mois suivant le cinquième anniversaire de la date de mise en service de l'investissement aidé.

Art. 5. – La base éligible à la réduction d'impôt sur le revenu prévue à l'article 199 *undecies* B du code général des impôts à laquelle le programme d'investissement prévu au premier alinéa de l'article 1^{er} ouvre droit, pour les associés de la SAS S18B INDUSTRIES, dans les conditions et limites prévues par la présente décision, est fixée à un montant total de 7 454 322 €.

Dans l'hypothèse où le coût de revient du programme d'investissement prévu au premier alinéa de l'article 1^{er} serait inférieur au montant y afférent figurant à l'article 2, la base éligible à la réduction d'impôt sur le revenu mentionnée au précédent alinéa sera réduite d'autant.

Art. 6. – La réduction d'impôt sur le revenu prévue à l'article 199 *undecies* B du code général des impôts, à laquelle le programme d'investissement prévu au premier alinéa de l'article 1^{er} ouvre droit, au profit des associés de la SAS S18B INDUSTRIES, dans les conditions et limites prévues par la présente décision, est égale à 45,3 % de la base éligible prévue à l'article 5, conformément au trente-quatrième alinéa du I de l'article 199 *undecies* B du code général des impôts.

Conformément au vingtième alinéa du I de l'article 199 *undecies* B du code général des impôts, les associés de la SAS S18B INDUSTRIES bénéficieront de la réduction d'impôt prévue à l'article 199 *undecies* B du code général des impôts liquidée conformément au précédent alinéa, au titre de l'année 2020, année d'achèvement des fondations de la plateforme logistique visée au premier alinéa de l'article 1^{er}, en proportion de leurs droits respectifs aux résultats de la société et dans les limites prévues aux articles 199 *undecies* D et 200-0 A du code général des impôts dans leur rédaction en vigueur à la date du fait générateur de l'avantage fiscal.

Art. 7. – Les associés de la SAS S18B INDUSTRIES devront conserver l'intégralité de leurs actions pendant une période minimale de cinq ans décomptée à partir de la réalisation du programme d'investissement prévu au premier alinéa de l'article 1^{er}, conformément au vingt-cinquième alinéa du I de l'article 199 *undecies* B du code général des impôts, qui s'entend, en l'espèce de la date de mise en service de l'investissement aidé.

Art. 8. – La SAS S18B INDUSTRIES s'est engagée à conserver l'investissement aidé pendant la durée minimale prévue par le vingt-troisième alinéa du I de l'article 199 *undecies* B du code général des impôts, soit cinq ans à compter de sa mise en service.

Art. 9. – La SAS S18B INDUSTRIES et la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE se sont engagées à :

- permettre le contrôle sur place des modalités de réalisation et d'exploitation de l'investissement aidé, eu égard aux dispositions prévues par l'article L. 45 F du livre des procédures fiscales ;
- respecter l'ensemble de leurs obligations fiscales et sociales, tant en termes déclaratifs que de paiement ;
- respecter l'obligation annuelle de dépôt de leurs comptes sociaux selon les modalités prévues par les articles L. 232-21 à L. 232-23 du code de commerce.

Art. 10. – La SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE s'est engagée à :

- exploiter l'investissement aidé pendant une durée minimale de sept ans à compter de sa mise en service ;
- ne solliciter ou percevoir aucune subvention ou aide publique autre que l'aide fiscale résultant de la présente décision.

Art. 11. – La SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE s'est engagée, dans le cadre du programme d'investissement prévu au premier alinéa de l'article 1^{er}, à créer 3 emplois exprimés équivalents temps plein (ETP) en contrat à durée indéterminée (CDI), au cours de la période minimum légale d'exploitation de l'investissement aidé de sept ans décomptée à partir de sa mise en service, et à maintenir ces 3 emplois exprimés ETP en sus des 30 emplois exprimés ETP existant au 31 décembre 2019, pendant la durée minimum légale d'exploitation de l'investissement aidé précitée de sept ans.

La SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE devra faire parvenir à l'administration, avant le 31 janvier de chaque année, un état récapitulatif, détaillé par nature de contrat, de ses effectifs exprimés ETP au 31 décembre de l'année précédente qui permettra de déterminer le nombre d'emplois exprimés ETP de l'entreprise sur cette année. Ces obligations devront être respectées au titre des sept années qui suivront celle de la mise en service de l'investissement aidé, soit au titre des années 2022 (obligation au 31 janvier 2023) à 2028 (obligation au 31 janvier 2029) inclus.

Art. 12. – La SAS S18B INDUSTRIES devra faire parvenir au Bureau des agréments et de l'animation des rescrits (SJCF-3A) :

- avant le 30 septembre 2021 :

- la copie de l'extrait K-bis et des statuts de la SAS S18B INDUSTRIES, comprenant les noms et coordonnées des associés bénéficiaires de la réduction d'impôt prévue à l'article 199 *undecies* B du code général des impôts ;
- le tableau récapitulatif détaillé du coût de revient définitif du programme d'investissement prévu au premier alinéa de l'article 1^{er}, accompagné des justificatifs, dont les factures correspondantes libellées à l'attention de l'EURL LOGISTIQUE PANDA ;
- une copie du procès-verbal de livraison et l'attestation de mise en service de l'investissement aidé ;
- une copie de tous les contrats de nature juridique, financière et fiscale conclus au titre du programme d'investissement prévu au premier alinéa de l'article 1^{er}, dont notamment : celle du contrat du crédit-vendeur consenti par l'EURL LOGISTIQUE PANDA à la SAS S18B INDUSTRIES mentionné au premier alinéa de l'article 3, celle de la convention de gage-espèces mentionnée au premier alinéa de l'article 3, celle des contrats de prêts bancaires consentis par les établissements bancaires BNP PARIBAS et SOCIÉTÉ GÉNÉRALE permettant d'attester du montant des concours bancaires mentionnés au second alinéa de l'article 3, celle de l'acte notarié de vente en l'état de futur achèvement mentionné au premier alinéa de l'article 4 et de tout acte modificatif y afférent, celle du contrat de bail commercial mentionné au deuxième alinéa de l'article 4 et de tout avenant à ce contrat, celle de la convention de délégation de loyers mentionnée au troisième alinéa de l'article 4 et de tout avenant à cette convention, celles des promesses unilatérales d'achat et de vente de l'investissement aidé mentionnées aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 4, celles des promesses unilatérales d'achat et de vente des actions de la SAS S18B INDUSTRIES mentionnées aux sixième et septième alinéas de l'article 4 ;
- une attestation du montant définitif du prêt intra-groupe de long terme octroyé par la SAS SIFA HOLDING, société mère de la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE, à l'EURL LOGISTIQUE PANDA, mentionnée au second alinéa de l'article 3 ;

- la copie de la liasse fiscale et des comptes de résultat d'exploitation détaillés de la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE et de la SAS S18B INDUSTRIES au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, ainsi que, pour chacune, le récépissé de dépôt de leurs comptes annuels auprès de la Direction des affaires économiques de Nouméa (DAE) compétent au titre de ce même exercice ;
 - un état détaillé des effectifs exprimés ETP de la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE au 31 décembre 2020 ;
 - des attestations actualisées des services compétents précisant que la SAS S18B INDUSTRIES et la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE respectent l'ensemble de leurs obligations fiscales et sociales, déclaratives et de paiement ;
- avant le 30 juin 2022 :
- la copie de l'extrait K-bis et des statuts de la SAS S18B INDUSTRIES ;
 - une copie de la déclaration modèle n°2083-SD visée à l'article 16 déposée par la SAS S18B INDUSTRIES au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
 - la copie de la liasse fiscale et des comptes de résultat d'exploitation détaillés de la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE et de la SAS S18B INDUSTRIES au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, ainsi que, pour chacune, le récépissé de dépôt de leurs comptes annuels auprès de la Direction des affaires économiques de Nouméa (DAE) compétent au titre de ce même exercice ;
 - un état détaillé des effectifs exprimés ETP de la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE au 31 décembre 2021 ;
 - des attestations actualisées des services compétents précisant que la SAS S18B INDUSTRIES et la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE respectent l'ensemble de leurs obligations fiscales et sociales, déclaratives et de paiement.

Art. 13. - La SAS S18B INDUSTRIES et la SAS SIFA NOUVELLE-CALÉDONIE devront, pendant l'ensemble de la durée légale d'exploitation de l'investissement aidé, soit sept ans, informer le Bureau des agréments et de l'animation des rescrits (SJCF-3A), par courrier, dans les soixante jours suivant leur survenue, de tout événement ou toute circonstance susceptible de modifier les conditions ou les engagements pris, relatifs aux conditions de réalisation et d'exploitation de l'investissement aidé, et notamment de tout élément d'information ou tout événement résultant de la situation sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, ayant ou susceptible d'avoir un impact, quel qu'en soit la nature, sur la réalisation du programme d'investissement prévu au premier alinéa de l'article 1^{er}, ou sur l'exploitation de l'investissement aidé.

Art. 14. - Les dispositions des articles 1740 et 1743 du code général des impôts sanctionnent quiconque aura, notamment, fourni à l'administration de fausses informations en vue de l'obtention de l'agrément prévu à l'article 199 *undecies* B du code général des impôts.

Art. 15. - Conformément aux dispositions de l'article 1649 *nonies* A du code général des impôts et sans préjudice des autres sanctions prévues par ce texte, la SAS S18B INDUSTRIES pourra être déchue de l'aide fiscale attachée à la présente décision en cas d'inexécution de ses obligations et des engagements pris, notamment aux articles 7 à 12. Il en serait de même au cas où des renseignements inexacts auraient été fournis à l'administration.

Art. 16. - Conformément aux dispositions de l'article 242 *sexies* du code général des impôts, la SAS S18B INDUSTRIES souscrira la déclaration modèle n° 2083-SD au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, exercice au cours duquel interviendra l'achèvement de la construction de la plateforme logistique visée au premier alinéa de l'article 1^{er} ainsi que sa mise en service. Cette déclaration devra être transmise sur un support électronique dans le même délai que la

déclaration de résultats de la SAS S18B INDUSTRIES relative à l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Le non-respect de l'obligation déclarative mentionnée au premier alinéa entraînera le paiement de l'amende prévue à l'article 1740-0 A du code général des impôts.

Le défaut de production dans les délais prescrits de la déclaration modèle n° 2083-SD est passible de l'amende prévue au second alinéa du 1 de l'article 1729 B du code général des impôts.

De même, sauf cas de force majeure, les omissions ou inexactitudes constatées sur la déclaration modèle n° 2083-SD sont passibles de l'amende prévue au second alinéa du 2 de l'article 1729 B du code général des impôts.

Art. 17. - Une copie de la présente décision devra être annexée à la déclaration de résultats de la SAS S18B INDUSTRIES au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, ainsi qu'à chacune des déclarations de revenus modèle n°2042 de l'année 2020 des personnes physiques qui détiennent directement ou indirectement une fraction de son capital.

Paris, le 04 NOV. 2020

Pour le Ministre
et par délégation
Le Chef de bureau



Éric VANEL



NOTA : Si la SAS S18B INDUSTRIES entend contester la légalité de cette décision devant la juridiction administrative, il lui appartiendrait d'adresser au greffe du Tribunal administratif compétent, dans un délai de trois mois à compter de sa réception, une requête motivée, établie sur papier libre, accompagnée de trois copies et de la présente correspondance (application de l'article R 421-5 du code de justice administrative).

